

GK.

1
2 7 III 1952
Coordination (2)

L. 2568/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 décembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "complétant et modifiant la loi du 5 mars 1935 concernant l'exécution des contrats différés", a donné en sa séance du 11 mars 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e December 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot aanvulling en wijziging van de wet van 5 Maart 1935 betreffende de uitvoering der uitgestelde contracten", heeft ter zitting van 11 Maart 1952 het volgend advies gegeven:

1.

Le projet a pour but de compléter la loi du 5 mars 1935 concernant l'exécution des contrats différés; il modifie l'article unique de cette loi, à laquelle il ajoute six articles nouveaux.

Afin que l'exécution des contrats différés fasse l'objet d'un texte coordonné, le Conseil d'Etat propose une rédaction nouvelle du projet.

2.

L'article 1er, 1°, du projet, en utilisant l'expression "personnes de droit public ou de droit privé", a introduit dans la législation une notion purement doctrinale. Le Conseil d'Etat propose de remplacer ces mots par : "et toutes autres personnes ou organismes assurant un service public, désignés par le Roi".

3.

L'article 1er, 2°, du projet ajoute à l'article unique de la loi du 5 mars 1935, à la suite des mots "après la mobilisation", les mots "même partielle".

Selon l'interprétation qui a prévalu jusqu'à ce jour, il est procédé à la mobilisation ou il n'y est pas procédé, mais il ne peut y être procédé partiellement. Ce qui peut être total ou

partiel, ce n'est pas la mobilisation elle-même, mais le rappel des militaires en congé illimité que cette mobilisation comporte généralement quoique non essentiellement.

La modification proposée par le Gouvernement est, dès lors, inutile.

Par souci de concordance avec l'article 58 de la loi du 15 juin 1899 et avec l'article 7 de la loi du 12 mai 1927, le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots "après la mobilisation" par les mots "dès le temps de guerre".

4.

Suivant l'exposé des motifs, l'article 2 introduit par l'article 1er, 4°, du projet a pour but d'assurer au fournisseur tenu d'exécuter un contrat différé, les approvisionnements et les prestations qui lui sont nécessaires, en libérant les personnes qui se sont engagées à lui fournir ceux-ci de tout ou partie de leurs obligations à l'égard des tiers.

Le Conseil d'Etat propose une rédaction nouvelle de cet article qui, tout en confiant au ministre le soin de déterminer quels sont les contrats qu'il y a lieu d'assimiler à une réquisition, laisse aux tribunaux de l'ordre judiciaire le soin d'apprécier quels sont les effets de la force majeure quant à l'exécution des autres obligations assumées par le contractant du fournisseur.

5.

L'article 3 introduit par l'article 1er, 4°, du projet charge "le ministre ayant les prix dans ses attributions" de déterminer dans certains cas le prix des fournitures ou des travaux. L'expression employée manque de précision, étant donné que sous l'empire de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 la fixation des prix appartient à plusieurs ministres. Comme le Gouvernement a, en l'espèce, l'intention de confier la fixation des prix, en matière de contrats différés, à un seul ministre, le Conseil d'Etat propose de le désigner.

Le même article 3 tend à régler la fixation du prix des fournitures ou des travaux lorsque le contrat différé ne comporte pas de formule permettant d'établir ce prix. En prévoyant que "pour la détermination du prix, il est tenu compte, notamment, des frais d'exploitation, des amortissements indispensables et d'une marge bénéficiaire", le projet évite intentionnellement de fixer un critère précis pour la détermination des prix en se bornant à donner une simple indication quant à certains éléments dont il sera tenu compte, et permet en réalité au ministre de fixer ce prix d'une manière discrétionnaire.

Le Conseil d'Etat constate que, dans les cas où les contrats sont conclus par l'Etat, le système projeté déroge à la fois aux principes du Code civil, notamment à l'article 1591, et aux principes de l'article 4 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

6.

La disposition de l'article 6 introduit par l'article 1er, 4°, du projet permet de recourir à l'arbitrage.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que cette disposition n'autorise toutefois pas les arbitres à statuer en dernier ressort.

En outre, afin d'assurer la concordance avec l'article 1019 du Code de procédure civile, la seconde phrase du même article devrait être rédigée comme suit : "Le compromis ne peut donner à l'arbitre, pouvoir de se prononcer comme amiable compositeur."

7.

Ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs, l'article 7 repris à l'article 1er, 4°, du projet a pour but de permettre au Gouvernement de recenser les contrats différés conclus sous l'empire de la loi du 5 mars 1935 et de sauvegarder les intérêts des fournisseurs qui ont conclu des contrats différés antérieurement à l'entrée en vigueur du projet.

Afin de répondre à ces intentions, le Conseil d'Etat propose deux dispositions distinctes.

+

+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au dispositif du projet des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

.../...

Article 1er.-

Tout contrat différé passé en temps de paix, en vue de parer aux besoins du pays et des populations civiles, entre un fournisseur et l'Etat, la Colonie, les provinces, les communes, les établissements publics, les services concédés ou autorisés et toutes autres personnes ou organismes désignés par le Roi et assurant un service public, prend dès le temps de guerre ou les époques qui lui sont assimilées en vertu de l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, la valeur d'une réquisition, à partir du moment où l'ordre est donné d'exécuter ce contrat. Celui-ci est dès lors assimilé au cas de force majeure en ce qui concerne l'exécution des autres contrats conclus par le fournisseur.

Les contrats différés autres que ceux conclus par l'Etat et la Colonie, ne bénéficient des dispositions de la présente loi que s'ils ont reçu l'autorisation préalable du ministre désigné par le Roi.

Article 2.-

Le ministre peut assimiler à une réquisition l'obligation assumée par un tiers à l'égard d'un fournisseur visé à l'article 1er, lorsqu'il juge l'exécution de cette obligation nécessaire à celle du contrat différé. Dans ce cas, cette obligation prend la valeur d'un événement de force majeure.

Article 3.-

Si le contrat différé ne comporte pas de formule permettant d'établir le prix des fournitures ou des travaux, ce prix est déterminé, lors de la livraison, par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Pour la détermination du prix, il est tenu compte, notamment, des frais d'exploitation, des amortissements indispensables et d'une marge bénéficiaire.

Article 4.-

Le Roi peut établir, pour l'exécution des contrats différés, un ordre de priorité des uns par rapport aux autres ou par rapport à toutes réquisitions autres que militaires.

Article 5.-

Par dérogation à l'article 1004 du Code de procédure civile, toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution d'un contrat différé peut être réglée par voie d'arbitrage. Le compromis arbitral ne peut donner aux arbitres pouvoir de prononcer comme amiable compositeur.

Article 6.-

Les contrats différés conclus sous l'empire de la loi du 5 mars 1935 par l'Etat, la Colonie, les provinces, les communes, les établissements publics, les services concédés ou autorisés doivent, dans un délai de ... mois, être portés à la connaissance du ministre désigné par le Roi en vue de leur immatriculation.

Les fournisseurs qui ont conclu un contrat différé sous l'empire de la loi du 5 mars 1935 peuvent bénéficier des dispositions de la présente loi s'ils en font la demande par écrit au ministre désigné par le Roi, dans les trois mois de cette désignation.

Article 7.-

La loi du 5 mars 1935 concernant l'exécution des contrats différés, est abrogée, sauf en ce qui concerne les contrats conclus par les fournisseurs qui n'auront pas fait la demande prévue à l'article 6, alinéa 2.

Article 8.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

1.

Het ontwerp strekt tot aanvulling van de wet van 5 Maart 1935 betreffende de uitvoering der uitgestelde contracten; het wijzigt het enig artikel van die wet en voegt er zes nieuwe artikelen aan toe.

Ten einde de uitvoering van de uitgestelde contracten in een gecoördineerde tekst te behandelen, stelt de Raad van State een nieuwe redactie van het ontwerp voor.

2.

Artikel 1, 1^o, van het ontwerp gebruikt de uitdrukking "publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen", en brengt aldus in de wetgeving een begrip dat enkel in de rechtsleer voorkomt. De Raad van State stelt voor, die woorden te vervangen door: "en alle andere door de Koning aangewezen personen of organismen die in een openbare dienst voorzien".

3.

Artikel 1, 2^o, van het ontwerp voegt aan het enig artikel van de wet van 5 Maart 1935, na de woorden "bij mobilisatie", de woorden "-zelfs gedeeltelijke mobilisatie" toe.

Tot op heden gold de interpretatie dat men mobiliseert of dat men niet mobiliseert, maar dat geen gedeeltelijke mobilisatie kan plaats vinden. Niet de mobilisatie zelf kan geheel of gedeeltelijk zijn, maar de wederoproeping van de militairen met onbepaald verlof welke over het algemeen, ofschoon niet uiteraard, het gevolg van die mobilisatie is.

.../...

De wijziging welke de Regering voorstelt, is derhalve overbodig.

Met het oog op de overeenstemming met artikel 58 van de wet van 15 Juni 1899 en met artikel 7 van de wet van 12 Mei 1927 stelt de Raad van State voor, de woorden "bij mobilisatie" te vervangen door "vanaf de oorlogstijd".

4.

Volgens de memorie van toelichting heeft artikel 2, dat bij artikel 1, 4°, van het ontwerp wordt ingevoerd, ten doel, de leverancier die gehouden is een uitgesteld contract uit te voeren de nodige voorraden en prestaties te waarborgen, door degenen, die zich tot levering daarvan verbonden hebben, van hun verplichtingen ten aanzien van derden geheel of gedeeltelijk te ontslaan.

De Raad van State stelt voor dit artikel een nieuwe tekst voor, welke enerzijds de minister bevoegd maakt om te bepalen welke contracten met opeising dienen te worden gelijkgesteld en, anderzijds, het aan de rechtbanken van de rechterlijke orde overlaat om te oordelen welke uitwerking overmacht heeft ten aanzien van de uitvoering van de overige verbintenissen, door de contractant van de leverancier aangegaan.

5.

Artikel 3, dat bij artikel 1, 4°, van het ontwerp wordt ingevoerd belast" de minister die de prijzen onder zijn bevoegdheid heeft" in sommige gevallen de prijs van de leveringen of werken te bepalen. De gebruikte uitdrukking is niet duidelijk daar, volgens de besluitwet van 22 Januari 1945, het bepalen van de prijzen aan verschillende

.../...

ministers toekomt. Aangezien de Regering ter zake voornemens is de prijszetting inzake uitgestelde contracten aan een enkel minister over te laten, stelt de Raad van State voor, die minister aan te wijzen.

Hetzelfde artikel 3 strekt tot regeling van het vaststellen van de prijs van de leveringen of werken wanneer het uitgesteld contract geen formule bevat met behulp waarvan men die prijs kan vaststellen. Het ontwerp zegt hierover het volgende: "Voor de bepaling van de prijs wordt onder meer rekening gehouden met de exploitatiekosten, de onontbeerlijke afschrijvingen en een winstmarge". Aldus vermijdt het, door eenvoudig een aanwijzing te geven in verband met sommige gegevens waarmee rekening zal worden gehouden, met opzet het vaststellen van een bepaalde maatstaf voor de vaststelling van de prijzen en stelt het in werkelijkheid de minister in de mogelijkheid die prijs naar goeddunken te bepalen.

De Raad van State stelt vast dat in de gevallen waarin de contracten door de Staat zijn gesloten, de ontworpen regeling zowel van de beginselen van het Burgerlijk Wetboek, met name van artikel 1591, als van de beginselen van artikel 4 van de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen afwijkt.

6.

De bepaling van artikel 6, dat bij artikel 1, 4°, van het ontwerp wordt ingevoerd, maakt het mogelijk een beroep te doen op scheidslieden.

.../...

De Raad van State merkt op dat die bepaling de scheidslieden evenwel niet machtigt in hoogste aanleg uitspraak te doen.

Verder moet het tweede lid van hetzelfde artikel, ten einde in overeenstemming te blijven met artikel 1019 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, als volgt worden gesteld: "Het scheidsrechterlijk compromis kan de scheidsrechter niet de bevoegdheid verlenen om als goede man uitspraak te doen.".

7.

Zoals uit de memorie van toelichting blijkt, heeft artikel 7, opgenomen in artikel 1, 4°, van het ontwerp, als doel, de Regering toe te laten de uitgestelde contracten, onder het stelsel van de wet van 5 Maart 1935 gesloten, te tellen alsook de belangen van de leveranciers die vóór de inwerkingtreding van het ontwerp uitgestelde contracten hebben gesloten, te vrijwaren.

Om aan die bedoelingen te beantwoorden, stelt de Raad van State twee afzonderlijke bepalingen voor.

+
+ +

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het beschikkend gedeelte van het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

.../...

Artikel 1.-

Elk uitgesteld contract dat in vreedestijd tussen een leverancier en de Staat, de Kolonie, de provincies, de gemeenten, de openbare instellingen, de geconcedeerde of geautoriseerde diensten en alle andere door de Koning aangewezen personen of organismen die in een openbare dienst voorzien, gesloten wordt met het oog op de behoeften van het land en van de burgerbevolking, verkrijgt bij oorlogstijd of de tijdvakken krachtens artikel 7 van de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen daarmede gelijkgesteld, de waarde van een opeising. Van dan af is het gelijkgesteld met het geval van overmacht wat betreft de uitvoering der andere contracten welke door de leverancier werden gesloten.

Op de uitgestelde contracten met uitzondering van die welke door de Staat op de Kolonie zijn gesloten, is het bepaalde in deze wet alleen van toepassing indien de minister, door de Koning aangewezen, daartoe vooraf machtiging heeft verleend.

Artikel 2.-

De minister kan met een opeising gelijkstellen de verbintenis, welke een derde heeft aangegaan ten aanzien van een leverancier in artikel 1 bedoeld, wanneer hij van oordeel is dat de uitvoering van die verbintenis nodig is tot de uitvoering van het uitgesteld contract. In zodanig geval geldt die verbintenis als een geval van overmacht.

.../...

Artikel 3.-

Bevat het uitgesteld contract geen formule met behulp waarvan het mogelijk is de prijs van de leveringen of van de werken vast te stellen, dan bepaalt de Minister van Economische Zaken en Middenstand bij de levering die prijs.

Voor de bepaling van de prijs wordt onder meer met de exploitatiekosten, de onontbeerlijke afschrijvingen en een winstmarge rekening gehouden.

Artikel 4.-

Voor de uitvoering van de uitgestelde contracten kan de Koning een rangorde van prioriteit van de ene ten opzichte van de andere of ten opzichte van alle opeisingen, andere dan de militaire, vaststellen.

Artikel 5.-

In afwijking van artikel 1004 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering kan elke betwisting betreffende de interpretatie of de uitvoering van een uitgesteld contract scheidsrechterlijk geregeld worden. Het scheidsrechterlijk compromis kan de scheidsrechter niet de bevoegdheid verlenen om als goede man uitspraak te doen.

Artikel 6.-

De uitgestelde contracten welke de Staat, de Kolonie, de provincies, de gemeenten, de openbare instellingen, de geconcedeerde of geautoriseerde diensten onder het stelsel van de wet van 5 Maart 1935 hebben gesloten, moeten binnen een termijn van ... maanden aan de door de Koning aangewezen minister ter inschrijving worden medegedeeld.

De leveranciersdie een uitgesteld contract onder het stelsel van de wet van 5 Maart 1935 hebben gesloten, kunnen voor het bepaalde in deze wet in aanmerking komen, indien zij de minister, door de Koning aangewezen, hierom schriftelijk verzoeken binnen drie maanden na deze aanwijzing.

Artikel 7.-

De wet van 5 Maart 1935 betreffende de uitvoering der uitgestelde contracten wordt opgeheven, behoudens ten aanzien van de contracten gesloten door leveranciers die het in artikel 6, tweede lid, bedoelde verzoek niet hebben ingediend.

Artikel 8.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,	premier président du	
de Heren :	Conseil d'Etat,	président
	eerste-voorzitter van	
	de Raad van State,	voorzitter

M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State

A. BERNARD,	assesseurs de la section
	de législation
P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling
	wetgeving

G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la ver-	De overeenstemming tussen de
sion française et la version	Franse en de Nederlandse tekst
néerlandaise a été vérifiée	werd nagezien onder toezicht
sous le contrôle de M. SUTENS.	van de H. SUTENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,	LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) G. PIQUET.	(signé) J. SUTENS.

expédition délivrée à M. le Minis-
uitgifte afgeleverd aan de H. Mi-

tre de la Justice.
nister van Justitie.

Le	1952.	De	1952.
----	-------	----	-------

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,